

meurtrier, auquel il était impossible de répondre avec succès, car ils tiraient à couvert. Bientôt les troupes régulières qui perdaient du monde et avaient eu dès le début un chef de bataillon mis hors de combat, virent qu'une lutte plus longue était inutile et se retirèrent, sauf à prendre bientôt leur revanche.

La revanche fut prise, en effet : après avoir occupé Bois-Colombes, Colombes et Gennevilliers, on résolut, comme complément indispensable d'opération, d'attaquer de nouveau le château de Bécon et de l'enlever. Il fallait, du reste, que ce fût une attaque directe et de vive force, le peu d'espace compris entre l'habitation et la Seine empêchant de tourner la position. Ce fut au 56<sup>e</sup> régiment de ligne, commandé par le colonel Davout<sup>1</sup>, duc d'Auerstaedt, que fut confié le soin de cette attaque. Le parc et le château furent enlevés de la façon la plus énergique et la plus brillante, fait d'armes qui fit un très-grand honneur au jeune colonel, neveu du célèbre maréchal Davout, prince d'Eckmuhl.

<sup>1</sup> Et non pas *Davoust* comme on l'écrivit trop souvent. Le fils du prince d'Eckmuhl, duc d'Auerstaedt, étant mort, on a obtenu que ce second titre passât sur la tête du colonel Davout. Notre oncle, le comte de Beaumont, général de division sous le premier Empire, avait épousé la sœur du maréchal.

La possession du château de Bécon assurait en quelque sorte la prise d'Asnières, et la prise d'Asnières elle-même était un fait capital dans l'ensemble des opérations contre Paris. La division Montaudon, désormais maîtresse de la route de Courbevoie, prit une vigoureuse initiative, et, se portant en avant, attaqua le village d'Asnières par le côté situé à gauche du chemin de fer venant de Paris. Les fédérés, habitués à la guerre des rues, s'y défendirent d'abord pied à pied, et de maison en maison. Cependant une portion d'entre eux, se souvenant que le pont était leur plus sûr moyen de retraite, et voyant qu'il était menacé, se précipitèrent vers la Seine, tandis que d'autres, plus hardis, espérant d'ailleurs qu'ils pourraient assez aisément se replier, quand ils le voudraient, par les îles situées en face de Saint-Ouen, se retranchèrent dans la partie droite d'Asnières, et prolongèrent bravement une lutte qui devait être et fut en effet très-meurtrière. La position, qu'ils cherchèrent plusieurs fois à reprendre, demeura toutefois entre les mains de l'armée régulière. Elle lui assurait de ce côté un avantage que ne purent jamais lui faire perdre les engagements presque quotidiens qui, durant un mois, se produisirent depuis Neuilly jusqu'à la gare d'Asnières.

Parlons maintenant des opérations militaires engagées au sud de Paris.

Mais d'abord, indiquons comment les forces destinées à la défense de la Commune avaient été réparties par le général Cluseret, lors de son arrivée au ministère de la guerre.

Il avait naturellement décidé que la défense extérieure serait confiée aux bataillons de guerre, tandis que le service intérieur serait fait par la garde nationale sédentaire.

Les forces chargées de la défense extérieure devaient être divisées en deux grands commandements :

Le premier, s'étendant de Saint-Ouen au Point-du-Jour, serait confié au général Dombrowski.

Le second, allant du Point-du-Jour à Bercy, serait attribué au général Wroblewski.

Chacun de ces commandements devait être subdivisé en trois.

La première subdivision du premier commandement comprendrait Saint-Ouen et Clichy jusqu'à la route d'Asnières.

La deuxième subdivision, Levallois-Perret et Neuilly, jusqu'à la porte Dauphine.

La troisième subdivision, comprendrait la Muette et s'étendrait jusqu'au Point-du-Jour.

Quant au deuxième commandement, sa première subdivision comprendrait les forts d'Issy et de Vanves.

La deuxième, les forts de Montrouge et de Bicêtre.

La troisième, le fort d'Ivry et l'espace compris entre Villejuif et la Seine.

Le quartier général du premier commandement serait placé au château de la Muette, et celui du second à Gentilly.

Toutes les communications relatives au service seraient adressées au délégué à la guerre, par l'entremise des généraux commandant en chef, les communications faites directement ne devant pas être prises en considération.

Enfin, les commandants en chef devaient établir immédiatement, à leurs quartiers généraux, un conseil de guerre en permanence et un service de prévôté.

On voit que toutes ces dispositions étaient sérieuses et présentaient un véritable caractère de prévoyance.

Les forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge furent réparés et solidement armés, ainsi que les Hautes-Bruyères, où on entassa des munitions. Lors de la prise du plateau de Châtillon par les

troupes régulières, on avait également trouvé des munitions en quantité considérable, destinées à servir onze pièces de canon et une mitrailleuse qui furent conduites à Versailles.

Les fédérés tentèrent d'abord de reprendre Châtillon : deux colonnes sorties d'Issy et de Vanves, se reliant à une troisième colonne passant entre les deux forts et se dirigeant sur Clamart, essayèrent vainement d'arriver jusque sur les hauteurs occupées par les Versaillais. Après avoir inutilement brûlé beaucoup de poudre, les gardes nationaux furent repoussés par le 74<sup>e</sup> de marche.

Les forts d'Issy et de Vanves se bornèrent alors pendant plusieurs jours à des canonnades furieuses contre Clamart et Châtillon, spectacle dont allaient jouir les Parisiens du haut du Trocadéro. Il y eut des jours où ces deux forts n'envoyèrent pas moins de six mille projectiles environ, durant l'espace de trois heures. C'était insensé.

Au Point-du-Jour, on avait également installé une batterie de grosses pièces de marine, et des canonnières prenaient position pour ouvrir le feu sur les points occupés par l'armée régulière.

Il va sans dire que, de leur côté, les troupes de Versailles ne demeuraient pas inactives, et que leurs redoutes de Meudon, de Breteuil, de Châtillon,

lon, contre-battaient avec ardeur, mais avec sagacité, les ouvrages de l'ennemi. Meudon était servi par l'armée de terre ; Breteuil, avec ses pièces de 30, par des canonniers marins. A Châtillon, les pièces étaient enterrées comme jadis celles des Prussiens, et les batteries de cette importante position se trouvaient absolument à l'abri des projectiles.

Les combats d'artillerie se succédèrent pendant vingt jours, logiques, raisonnables, et bien dirigés du côté de l'armée régulière ; violents, désordonnés de la part des fédérés. Le fort d'Issy était le principal objectif des troupes de Versailles. En multipliant leurs attaques, elles cherchèrent à éparpiller celles de l'ennemi. Celui-ci amenait quelquefois, par le chemin de fer de ceinture, des locomotives blindées qui incommodaient beaucoup la batterie de Breteuil. Il avait voulu armer les bastions de Vincennes ; mais un officier prussien, s'étant présenté à la porte de Charenton, avait rappelé qu'aux termes des préliminaires de paix, Vincennes devait demeurer désarmé, et la Commune s'était empressée d'obéir à cette injonction.

Elle avait voulu aussi établir au Trocadéro une batterie, destinée à envoyer des projectiles sur le Mont-Valérien. Cette batterie, ayant provoqué de

violentes ripostes de la part de son formidable adversaire, avait vu très-promptement éteindre ses feux, mal dirigés d'ailleurs, et qui inquiétaient surtout Suresnes.

Tout se faisait, du côté de l'armée régulière, lentement, trop lentement même au gré de certaines impatiences, mais prudemment et sûrement.

Quelques officiers généraux avaient demandé que des colonnes d'assaut fussent lancées sur les forts déjà démantelés. Mais, à quoi aurait servi cette effusion de sang, puisqu'avec un peu de patience on pouvait atteindre le but en ménageant la vie du soldat ?

Cependant le fort d'Issy était littéralement écrasé par les feux de Châtillon et de Meudon. Le Moulin-de-Pierre, la batterie de la Sablière et les Moulineaux croisaient les leurs avec ceux de ces positions redoutables sur Issy et sur Vanves.

Un jour arriva où, après avoir essuyé de la part des Versaillais une canonnade épouvantable (les batteries de position avaient été renforcées par des batteries volantes installées près de Fleury et du bas Clamart), les défenseurs du fort d'Issy perdirent toute confiance en eux-mêmes. Durant la journée, deux colonnes de troupes régulières s'é-

taient avancées, l'une dans la direction de la gare de Clamart, l'autre vers la partie des Moulineaux qu'occupaient encore les fédérés. Sur ce point, la lutte avait été acharnée, sanglante. Après un combat de deux heures, les maisons, reliées entre elles par des barricades, avaient été enlevées par les Versaillais, et les fédérés s'étaient repliés en désordre vers le fort par la tranchée joignant les Moulineaux au parc d'Issy. A minuit, les troupes régulières occupaient les Moulineaux, une partie du parc d'Issy et la gare de Clamart. Elles étaient à 200 mètres du fort, et bientôt des épaulements en terre les garantissaient suffisamment de ses atteintes.

A l'intérieur, le commandant Mégy, ainsi qu'un autre officier supérieur, ayant disparu, les gardes nationaux découragés ne savaient quel parti adopter. Des chefs subalternes ayant voulu prendre le commandement et ordonner quelques travaux de réparation, les ouvriers du génie se mutinèrent, et la petite garnison composée d'environ quatre cents hommes, y compris les artilleurs, le génie et quelques marins, commença à faire sans bruit ses préparatifs de départ. Les marins enclouèrent les pièces, la porte du nord fut ouverte et tous, se dissimulant le mieux possible pour éviter les obus,

rentrèrent dans Paris absolument démoralisés, couverts de boue, et les habits en lambeaux.

Cet incident, dès que la Commune en fut informée, lui causa un très-grand trouble. Ce désastre était-il dû à la trahison ou à l'incapacité? Des munitions et des approvisionnements de toute espèce garnissaient encore le fort d'Issy. Ne pourrait-on pas le réoccuper?

En attendant, le général Cluseret fut immédiatement révoqué de ses fonctions, et son arrestation, ordonnée par la Commission exécutive, fut approuvée par la Commune. La note suivante était en même temps insérée au *Journal officiel* : « L'incurie et la négligence du délégué à la guerre ayant failli compromettre notre possession du fort d'Issy, la Commission exécutive a cru de son devoir de proposer l'arrestation du citoyen Cluseret à la Commune, qui l'a décrétée. La Commune a pris d'ailleurs toutes ses mesures pour retenir en son pouvoir le fort d'Issy. » Ajoutons que Cluseret, quelle que fût sa part de responsabilité dans cette affaire, avait contre lui les chefs polonais qui, très-indépendants de leur nature, supportaient mal son commandement et l'accusaient volontiers de trahison.

Le citoyen Rossel était chargé, à titre provi-

soire, des fonctions de délégué à la guerre, et voici la lettre modeste par laquelle il acceptait ces fonctions : « Citoyens membres de la Commission exécutive, j'ai l'honneur de vous accuser réception de l'ordre par lequel vous me chargez, à titre provisoire, des fonctions de délégué à la guerre. J'accepte ces difficiles fonctions, mais j'ai besoin de votre concours le plus entier, le plus absolu, pour ne pas succomber sous le poids des circonstances. »

Le citoyen Rossel, qui avait vingt-huit ans, était un ancien élève de l'École polytechnique. Entré dans l'arme du génie, il avait fait partie de l'armée de Metz et de celle de la Loire, où il avait été fort remarqué par Gambetta, non-seulement à cause de ses mérites militaires, mais naturellement aussi à cause de son exaltation politique. Au 18 mars, il avait embrassé avec ardeur la cause de la Commune, qui l'avait adjoint au général Cluseret comme chef d'état-major. C'était un homme pâle, blond, raide, énergique, affectant, comme Cluseret, de porter des vêtements civils et se servant de lunettes comme le général Dombrowski.

Dirigeant par le fait, depuis le 9 avril, les opérations engagées du côté du sud, Rossel était parfaitement au courant de la situation en prenant les fonctions dont il était investi. Il était, du reste,

l'ami de Cluseret, et, tout ambitieux qu'il fût, n'avait pu voir sans regret l'arrestation de ce dernier. Cette arrestation n'était généralement pas prise au sérieux, d'ailleurs. On avait vu incarcérer également Assi, Brunel, Lullier et Bergeret; Lullier s'était évadé, mais demeurait libre; les autres avaient été relâchés. Il en serait de même sous peu de Cluseret, transféré à la Conciergerie<sup>1</sup>.

Sachant que le fort d'Issy était miné, et que de puissantes batteries, installées récemment sur les bastions de Vaugirard, pouvaient aisément réduire en poudre ce qui resterait encore du fort, les Versaillais n'avaient pas voulu s'y installer tout d'abord. A quatre heures, le colonel Rossel reçut, en même temps que sa nomination, l'ordre de calmer la panique en réoccupant Issy. Il chargea aussitôt le colonel Razoua, gouverneur de l'École Militaire, de rassembler plusieurs bataillons casernés au Champ de Mars, et de les diriger sur Issy. Au bout d'une demi-heure, cinq bataillons étaient en effet sous les armes et gagnaient la porte de Vaugirard, accompagnés d'une douzaine de pièces de canon et de nombreux convois de munitions envoyés de l'Hôtel de Ville. Deux heures après, Rossel avait réoccupé le fort d'Issy.

<sup>1</sup> Voir le n° 16 des Notes et Pièces justificatives.

Mais c'était pour peu de jours. Les deux positions qui, avec le fort de Montrouge, couvraient Paris du côté du sud, Vanves et Issy, étaient trop sérieusement menacées pour pouvoir lutter bien longtemps.

Maîtresses d'Asnières d'un côté, bien près d'occuper Vanves, Issy et Montrouge de l'autre, les troupes régulières qui étaient sur le point de pénétrer dans le bois de Boulogne et de le balayer jusqu'aux remparts, après avoir franchi la Seine sur des ponts de bateaux, ces troupes, dont la discipline et l'entrain ne laissaient rien à désirer, en dépit des calomnies intéressées de la Commune, tenaient déjà suspendue sur sa tête l'épée vengeresse de la France et de la civilisation!